

La guerre d'Algérie et le nationalisme algérien

Entretien avec Gilbert Meynier, 10 avril 2005

Mots-clés

Ben Bella ; Boumediene ; communes mixtes ; communauté ; Messali Hadj ; nationalisme ; les 'ulamâ'

Q. Que peut-on dire sur le nationalisme algérien ?

R. Ce qu'on dénomme ordinairement le « nationalisme algérien » me paraît être plutôt un indépendantisme patriotique qu'un nationalisme, du moins dans le sens qu'a donné à ce concept l'historiographie contemporaine (notamment Benedict Anderson dans *Imagined Communities* ou Lyah Greenfeld dans *Nationalism : Five Steps to Modernity*, sans compter Eric Hobsbawm et quelques autres) : concernant l'Algérie, il n'y a en effet pas ce double mouvement séculier de profanation du sacré et de sacralisation du profane qui marque le nationalisme à partir de ses premières esquisses avec Henry VIII d'Angleterre (création d'une noblesse de services et d'une religion nationale), et que l'on retrouve relativement, dans le monde arabe, avec le *Wafd*, à l'entre-deux-guerres, dont l'emblème national était l'image du croissant et de la croix *entrelacés*.¹

On en reste en Algérie largement au principe unificateur traditionnel qu'est la référence communautaire d'où ne se dégage pas une sécularisation de nature à signer décisivement un nationalisme. Communauté étant entendue dans son sens basique – celui de la communauté de base, alias tribu – et celui de la communauté universelle musulmane (*al umma l muhammadiyah*). Entre les deux, il y a un déficit de l'instance du national : en témoignent, pendant la guerre de 1954–62, les nombreuses manifestations tribales où des chefferies locales ne se décident pas à résolument obéir à la loi du national ; cela, notamment, dans l'Aurès-Nememcha et dans le Sud.

Ceci dit, en Algérie, il y a bien des gens qui portent la religion du national. Ce sont les politiques du Congrès de la Soummam (août 1956), ainsi que ces cadres talentueux qui peuplent les cabinets ministériels et les ambassades du GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne). L'appareil militaire dirigeant leur assigne la fonction limitée que leur valent leurs compétences techniques reconnues, par exemple en matière d'acointances avec les pays de l'Est (cas de Mohammed Harbi, chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères Belkacem Krim en 1960–61), ou bien du fait de leur culture hispanique (cas de l'abbé Alfred Bérenguer, délégué, sous couvert du Croissant Rouge Algérien, du FLN en Amérique Latine à partir de 1959).

Pour les autres, bien distincts de ces politiques, la préoccupation n'est guère de construire la nation. Elle est prioritairement d'aboutir à un État indépendant – État n'étant guère entendu dans le sens où peuvent l'entendre les lecteurs de Locke, de Montesquieu, de Marx ou de Weber : il s'agit en fait d'une machinerie de pouvoir. La réalité du pouvoir, dès la mainmise des militaires sur l'appareil dirigeant et la marginalisation corrélative des politiques, à la session du CNRA² du Caire en août 1957, instaure au sommet du jeune pouvoir algérien un despotisme militaire structurel. Le régime autoritaire qui en émane fait renouer l'Algérie avec le régime, prolongeant, par-delà la parenthèse coloniale française, la tyrannie militaire de l'Algérie des deys ; mais une tyrannie en habits neufs, telle que peuvent l'éclaircir les analyses de Milovan Djilas ou de Cornelius Costariadis, et avec une originalité : il s'agit d'une bureaucratie militaire moderne masquée par de fragiles fusibles civils. Celui qui rendrait peut-être le mieux compte de ce type de despotisme est le grand sociologue

maghrébin du XIV^{ème} siècle Ibn Khaldoun, à condition bien sûr de remplacer, dans ses analyses, la tribu par l'appareil militaire.

Q. Quelles furent les origines de la guerre d'Algérie (1954–62) ?

R. Les origines de cette guerre d'indépendance se ramènent :

- *à la colonisation de l'Algérie par la France, depuis la conquête entamée en 1830.* Cette conquête fut violente. Elle coûta, de 1830 à 1871, au pays le tiers de sa population (soit pas loin d'un million d'humains) si l'on compte, outre les victimes militaires directes, aussi celles de la grande famine de 1868. Celle-ci résulta du remplacement brutal du mode de production communautaire par un capitalisme agraire ayant chassé de leurs terres, au nom de la propriété privée, des centaines de milliers de paysans, dépossédés, et devenus une armée errante de ruraux clochardisés. On ne comprend pas le fond des rancœurs algériennes si l'on n'a pas à l'esprit la détresse économique et sociale de ce peuple. Sur 7 millions d'hectares de terres cultivables, la colonisation s'empara en un siècle de 2,9 millions d'hectares – lesquels étaient, aussi, les terres de meilleure qualité. Au XIX^{ème} siècle, ces spoliations expliquent, d'une part, les grandes insurrections, d'autre part, les vagues d'émigration (*hijra*) vers le *Cham* (le Proche-Orient), la terre mythique désirable où le prophète Mohammed était dit avoir voulu finir ses jours.
- *au dépérissement culturel qu'a engendré la colonisation.* Les biens *habûs*,³ qui servaient à doter les établissements d'enseignement, furent confisqués par la France. Le niveau d'instruction qui, pour traditionnel qu'il était, n'était nullement méprisable, se dégrada. L'enseignement dans les écoles françaises, chichement dispensé à la masse, n'avait pas scolarisé plus de 5% des enfants en 1914 ; et guère plus de 10% en 1954. Le culte musulman fut domestiqué par la puissance coloniale. La loi de décembre 1905 de séparation des cultes et de l'État ne fut pas appliquée en Algérie pour le culte musulman : *imâm(s)* et *muftî(s)* furent dès lors des fonctionnaires tenus de dire la parole officielle. Les marabouts – personnages saints locaux – et les dignitaires de confréries du *taçawwuf*⁴ furent manipulés à partir de la grande insurrection confrérique avortée de 1871, et peu ou prou regardés comme des collaborateurs et corollairement souvent déconsidérés.
- *à la discrimination et au racisme* : une loi de 1881 édicta un Code de l'Indigénat, qui légalisait le régime, déjà bien établi, de l'arbitraire, des condamnations, de l'exil forcé et des assignations à résidence sans jugements. Ce régime des lettres de cachet contre lequel avaient combattu les révolutionnaires français de 1789 fut appliqué dans les « communes mixtes » : les « communes mixtes » étaient des communes dirigées par un administrateur nommé par le Gouverneur Général de l'Algérie, et soumises à l'arbitraire le plus total. Elles se distinguaient des « communes de plein exercice » où existait une population européenne relativement importante, et où la municipalité était, comme en France, élue par les citoyens – c'est-à-dire pratiquement par les seuls Français. Le Sénatusconsulte de 1865 avait bien fait des Algériens des « Français », mais des sujets français sans droits politiques. Le colonialisme, aussi dans le domaine des droits politiques, n'instaura pas ce que ses principes républicains civiques édictaient : la citoyenneté française fut séparée de la nationalité française. Théoriquement, les sujets algériens pouvaient bien

devenir des citoyens français, mais à condition de répudier le « statut personnel musulman » qui les régissait encore théoriquement au privé (mariage, successions, tutelles). De ce fait, une « naturalisation » était pratiquement vue par la masse comme une apostasie. Un « naturalisé » était ainsi considéré comme un « *muturnî* » – en franco-algérien, quelqu'un qui avait tourné sa veste, qui s'était laissé charmer par les sirènes du colonisateur et qui avait répudié l'islam. Le chiffre des « naturalisés » fut donc négligeable.

Pendant la III^{ème} République, jusqu'à la seconde guerre mondiale, six députés et trois sénateurs furent élus, mais là aussi, par les seuls citoyens français. Sur le plan algérien, une assemblée (les Délégations Financières) fut instituée à partir de la fin du XIX^{ème} siècle ; mais les deux tiers de ses membres étaient des Français, le tiers des Algériens, au surplus divisés à dessein entre « Arabes » et « Kabyles ». Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les élections se firent selon le système des deux collèges : le collège des citoyens français et celui des « indigènes ». Chacun des deux collèges élisait le même nombre de députés et de représentants locaux à l' « Assemblée algérienne », nouvelle dénomination des Délégations Financières. La démocratie en Algérie coloniale, cela signifiait donc : un égal huit – c'était là le rapport entre la population française et la population algérienne. Et, à partir des élections à l'Assemblée algérienne du printemps 1948, les élections furent systématiquement truquées, les urnes furent bourrées dans le « bon » sens officiel.

- *aux corollaires politico-culturels de cet état de fait* : se produisit chez les Algériens un repli dans l'inertie, c'est-à-dire dans les acceptations familières du refuge à soubassements religieux. La religion devint – resta – le civisme des Algériens. Mais, pour la frange des humains qui avaient eu accès à l'enseignement français, et qui fut souvent attirée et subjuguée par le message des principes de 1789, cela se fit dans la schizophrénie. A partir de la fin du XIX^{ème} siècle, une mince cohorte d' « évolués » d'apparence francisée milita pour l'assimilation totale des Algériens à la Cité française. Toutes générations confondues, les indépendantistes algériens s'exprimèrent presque tous dans la langue et dans les canons du colonisateur. Tous les chefs historiques de 1954 du FLN étaient des produits de l'école française. Ils revendiquaient leur liberté dans la langue – le français – qui avait formalisé pour eux le principe de la liberté, grands exemples de l'histoire de France à l'appui. Mais, en même temps, ils étaient exclus de citoyenneté et ils se sentaient tenus de sur-prouver leur algérianité aux yeux de la masse par un surcroît d'investissement religieux, par le repli dans la fossilisation culturelle, voire par un surcroît d'exclusion des femmes du débat public.

Ce n'est pas pour rien que le catéchisme anticolonial algérien fut forgé par les 'ulamâ'⁵ dits « réformistes » (*muçlihûn*), ces membres de la cléricature musulmane citadine traditionnelle, en commerce avec les universités islamiques de Tunisie et d'Égypte, qui se constituèrent en association culturelle-patriotique en 1931. Dès lors, durablement, la norme sacro-culturaliste du nationalisme algérien fut surplombée par la devise des 'ulamâ' : « l'islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie, l'arabe est ma langue ». Cette trilogie représentait l'une des faces de ce moi schizophrénique algérien, dont l'autre face se reconnaissait dans la séduction pour le discours de la France républicaine. Mais y adhérer, c'était aussi, face au peuple, avouer être un « *muturnî* ». La dénonciation des *muturnî*(s) était d'autant plus aisée que la

France, en Algérie, ne mettait guère en pratique son discours libérateur. Les réactions des Algériens étaient conformes à la remarque de l'historien marocain Abdallah Laroui : « Le grand méfait de toute colonisation n'est pas seulement de stopper l'évolution historique mais d'obliger le colonisé à la refaire en sens inverse. »

- *à la naissance de l'idée indépendantiste/nationale*, apparue dans les années vingt en France dans les rangs de la première génération d'ouvriers algériens – surtout kabyles – de la *ghurba*, en France, principalement dans les mines du Nord et de Lorraine, à Paris, à Marseille et à Lyon-Saint Étienne. Ils se constituèrent en 1926, avec quelques comparses tunisiens et marocains, en « Étoile Nord-Africaine », sous la houlette du Parti Communiste Français. Ce n'est pas un hasard si, pour la première fois, une identité algérienne trouva quelque consistance chez ces immigrés : il est fréquent dans l'histoire de constater combien l'identité peut s'exprimer dans les marges ou dans l'exil. En témoigne le fort nationalisme des marginaux géographiques – Cavour était un Piémontais presque frontalier, Garibaldi était niçois – et du Verdi du fameux « *Va pensiero !* » du chœur des Hébreux de *Nabucco*, qui fut au XIX^{ème} siècle un extraordinaire manifeste nationaliste, et où l'identité s'exprimait dans et par l'exil.

Mais l'ironie du sort voulut logiquement que le chef qui émergea bientôt fut un des rares « Arabes », Messali Hadj, de Tlemcen : issu d'une confrérie musulmane populaire, il fut porteur de la norme sacro-culturaliste à la musulmane, même s'il fut un temps adhérent du Parti Communiste. L'ENA quitta d'ailleurs rapidement l'orbite communiste parce que le PC n'entendait la traiter que comme une organisation satellite soumise et que les divergences idéologiques étaient décidément trop fortes. L'ENA fut interdite en 1929, reconstituée sous le nom de « Glorieuse Étoile Nord-Africaine ». Elle participa au Rassemblement populaire qui donna lieu au Front Populaire. Elle fut pourtant interdite par le gouvernement Blum début 1937. Messali fonda alors le PPA (Parti du Peuple Algérien). Sentant la déception causée en Algérie par les résultats coloniaux du Front Populaire, il décida d'apatrier en Algérie le PPA. Messali fut à plusieurs reprises emprisonné, le PPA fut interdit à la veille de la guerre. A cette date, il était devenu le premier parti algérien. En 1946, pour pouvoir participer aux élections, il se dota d'une couverture légale, qui fut dénommée le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques).

- *au dépit de non possession des élites rurales*. En effet, durant la période coloniale, les élites algériennes furent systématiquement mises sur la touche. Dans les campagnes, le maître colonial tenta de substituer à de vieilles familles d'autorité des parvenus fonctionnarisés. De ce fait, on a pu dire que le peuple algérien fut à ce moment un « peuple-classe » : en effet, malgré le maintien précaire d'une grande propriété algérienne, les grands propriétaires terriens furent en grande partie des colons français. La lutte des classes fut donc presque toujours, en même temps, une lutte anticoloniale, contrairement à ce qui a pu exister en d'autres aires du Tiers Monde, comme le Viet-Nam par exemple, ou encore, en Inde, au Kerala, où les combats pour l'indépendance purent être, aussi, des combats sociaux à l'intérieur de la société colonisée. Au Kerala, le parti communiste fut durablement implanté. Et, naturellement, au Viet-Nam, la lutte nationale revêtit, aussi, l'aspect d'une lutte sociale intra-vietnamienne.

Jusqu'aux années trente, marginalement, émergèrent les « évolués », ces Algériens d'apparence francisée issus du système scolaire colonial. Il y eut de fait des enseignants algériens, quelques médecins, pharmaciens, avocats, notaires ... algériens. Les élites rurales furent secondarisées, dépossédées du pouvoir sur la société. Rien d'étonnant, donc, que, parmi le groupe des « neuf chefs historiques » du FLN de 1954, il y ait eu huit ruraux, dont un rejeton de la plus grande famille maraboutique kabyle (Hocine Aït Ahmed), un membre déclassé de la vieille aristocratie d'épée (Mohammed Boudiaf), un bourgeois de village (Mostefa Ben Boulaïd), et d'autres membres d'une élite rurale parfois intronisée par les Français, mais dont tels rejetons eurent à cœur de se laver des compromissions coloniales de leur famille. Pour garder ou reconquérir leur pouvoir sur la masse, ces élites se devaient de la conduire en épousant ses ressentiments, ressentiments dont ils étaient eux-mêmes naturellement porteurs. Après la 2^{ème} guerre mondiale, il y eut les attermoissements des différents partis politiques. Et, même, au MTLD, il y eut les hésitations symétriques de la vieille garde messaliste populiste enracinée dans les villes, et les procrastinations de l'élite des capacités que l'on dénomma « les centralistes ». Les élites rurales furent donc le noyau de l'activisme qui décida, selon l'expression consacrée, d'« allumer la mèche » insurrectionnelle le 1^{er} novembre 1954. La lutte pour l'indépendance globale fut, indissociablement, pour elles, lutte pour la (re)conquête d'un pouvoir débarrassé des entraves étrangères.

- *aux blocages coloniaux.* Il y eut, en effet, ce qu'on a parfois appelé les « occasions manquées ». On entend par là les opportunités de réformer le système colonial qui auraient pu le rendre relativement acceptable et permettre, de ce fait, un passage en douceur vers l'indépendance ainsi que cela s'était passé, relativement, en Égypte en 1922, en Inde en 1947, et ainsi que cela se produisit en 1956 dans la Tunisie et le Maroc voisins. A vrai dire, pour qu'il y ait eu « occasions manquées », il aurait fallu qu'il y eût occasions tentées. Or, la bénigne loi Jonnart de 1919 ne changea pratiquement rien. La proposition de loi Blum-Viollette de 1936, qui consistait simplement à créer une vingtaine de milliers de citoyens algériens conservant leur statut musulman, n'aboutit pas : le gouvernement Blum, devant les rodontades coloniales, ne la présenta même pas aux chambres. En 1943, lorsque le modéré Ferhat Abbas signa le Manifeste du Peuple algérien, il lui fut opposé une fin de non recevoir. Ce manifeste allait peu après, en 1944, donner son nom au front algérien précurseur du FLN, les AML (Amis du Manifeste et de la Liberté). Et l'ordonnance gaullienne de mars 1944 ne fut jamais qu'une resucée hors de saison du projet Viollette qui fut unanimement rejetée comme dépassée. Le statut de 1947 entérina les deux collèges discriminatoires. Et il ne fut pas même vraiment appliqué, notamment en raison du truquage systématique des élections.

Et même, une fois la guerre déclenchée, lors des tentatives d'Alain Savary, ministre des Affaires tunisienne et marocaine, de conclure avec la Délégation extérieure du FLN conduite par Ben Bella, Aït Ahmed et Boudiaf, un compromis dans le cadre d'une fédération nord-africaine, les militaires français d'Algérie bloquèrent le processus qui devait s'enclencher à la conférence idoine de Tunis, en pratiquant le premier acte connu de piraterie aérienne : le 22 octobre 1956, l'avion qui les conduisait de Rabat à Tunis fut arraisonné, et ses passagers passèrent tout le reste de la guerre en captivité.

Savary démissionna du gouvernement socialiste Mollet, lequel intensifia la guerre. Il fallut attendre De Gaulle et l'année 1960 pour que de nouveaux fils d'un contact puissent à nouveau être tendus. Mais, là comme auparavant, l'indépendance était bien inéluctable. Le résultat, ce fut un choc brutal, sans doute la plus féroce des guerres de décolonisation. Et l'explication qui a parfois été donnée de faire des Européens d'Algérie les responsables principaux des blocages ne résiste pas à l'examen.

Certes ce million de « pieds noirs » étaient naturellement porteurs de la discrimination et du racisme du système colonial. Mais il devait bien quelque part exister une entente structurelle entre eux et Paris pour que Paris accepte régulièrement de s'incliner devant les défis qu'ils lançaient à la « métropole » : ils représentaient *volens nolens* la France en site colonial, ils étaient l'expression d'un nationalisme français qui se confondit finalement avec le *statu-quo* colonial. Ceci dit, il y eut de rares exceptions : des chrétiens ou des communistes firent leur combat algérien pour l'indépendance. Mais, globalement, les Européens d'Algérie furent autant les expressions que les otages du système colonial. Il n'exista jamais de nation « créole » à l'israélienne ou à la sud-africaine. Et il ne se trouva jamais en Algérie de personnalité comparable à un Frederik De Klerk. Et il faut dire que les Nelson Mandela algériens n'émergèrent pas décisivement : comme tous les politiques, ils furent marginalisés par l'appareil militaire. La nuit suivant l'arraisonnement de l'avion de la délégation extérieure du FLN, on fit la fête à l'état-major de la *wilâya* 2:⁶ le kidnapping aérien qui avait enterré la conférence de Tunis était la garantie qu'une solution de compromis n'advierait pas et que le mot d'ordre de guerre à outrance permettrait bien aux militaires de s'assurer la direction de ce qu'on appelait alors la « Révolution ». L'intransigeance des uns fut ainsi liée à l'intransigeance des autres ainsi que le sont les nénuphars par leurs racines.

- *à des détonateurs précurseurs*. Le non dit de toute la masse algérienne depuis les grandes insurrections tribales et confrériques du XIX^{ème} siècle fut toujours la reprise des armes pour chasser les envahisseurs. Il y eut notamment la grande insurrection à vecteurs confrériques de 1871, qui se solda par une sévère répression et par la confiscation de près d'un demi-million d'hectares. Le relais de la lutte armée défaite fut pris dans les décennies qui suivirent par des vagues d'émigration au Cham. En 1916–17, éclata l'insurrection du Sud-Constantinois, protestant contre la conscription obligatoire généralisée pour cause de guerre mondiale. Elle eut déjà des traits modernes en cela qu'elle n'eut de caractère ni tribal ni confrérique, et qu'elle fut déjà dirigée par des élites rurales. Mais sans l'indispensable fédération politique qui allait être réalisée seulement pendant la guerre de 1954–62.

Le mouvement des AML, né en 1944, théoriquement front politique, fut en fait rapidement noyauté par le PPA. Ce fut dans une atmosphère d'exaltation, portée par la défaite française de 1940, puis le débarquement américain, porteur d'espoir, avec la Charte de l'Atlantique, de novembre 1942, que se noua le drame qui allait marquer toute une génération : la manifestation de Sétif du 8 mai 1945 qui acclamait l'indépendance et revendiquait la libération de Messali Hadj. S'y produisit un affrontement meurtrier entre manifestants, forces de l'ordre et Européens. Elle fut suivie d'un mot d'ordre improvisé d'insurrection, sans directives, sans armes, sans direction sérieuse. La tentative insurrectionnelle, qui fit peut-être se lever 45 000 hommes, fut écrasée dans le sang. Il y eut plusieurs milliers de morts. Dès lors, une hantise

dans le Constantinois : renouveler la tentative avortée de 1945, mais cette fois en la réussissant. Le général Duval, qui avait dirigé la répression, avertit : « Je vous ai donné la paix pour dix ans. » A six mois près, ce n'était pas trop mal calculé : l'insurrection libératrice éclata le 1^{er} novembre 1954.

- à la crise du parti indépendantiste MTLD. Le parti était dirigé par le dirigeant charismatique Messali Hadj, objet d'une grande vénération populaire, appuyé sur des partisans dévoués qui se recrutaient principalement dans une vieille garde plébéienne. En 1949, il réussit à se débarrasser de son principal *challenger*, le docteur Lamine Debbaghine, en le mettant dans la charrette qui emporta le « complot berbériste ». ⁷ Le discours de Messali était radical, même si les objectifs réels l'étaient moins : Messali aurait pu être le seul leader algérien à pouvoir devenir ce qu'avaient été Zaghoul pour l'Égypte, Nehru pour l'Inde, Bourguiba pour la Tunisie, ou Mohammed V pour le Maroc : l'artisan d'un compromis. Pour Messali, le recours à la voie des armes n'était conçu que comme un épouvantail à agiter devant le pouvoir français pour l'inciter à composer, et en aucun cas comme une fin en soi. C'est la raison pour laquelle il suscita toujours, et marginalisa l'organisation paramilitaire théoriquement mise sur pied par le MTLD en 1947, l'Organisation Spéciale (l'OS). Il tenait à peu près ses membres pour des activistes sans cervelle. L'OS n'eut à son actif guère autre chose qu'un inconsistant *Spielkrieg* à la campagne. Elle fut d'ailleurs découverte par la police française en 1950, puis démantelée. Nombre de ses membres furent arrêtés. Ceux qui s'en tirèrent rongèrent leur frein. Pour l'essentiel, les premiers dirigeants de l'Armée de Libération Nationale de 1954–62 se recrutèrent parmi d'anciens cadres de l'OS.

Face aux messalistes, émergea progressivement un groupe d'hommes qui se recrutaient dans l'élite des compétences du parti : c'étaient des gens qui avaient fait des études, qui avaient des professions libérales, étaient journalistes ... Ils devinrent majoritaires au Comité central du parti au congrès de 1953 sous la direction du pharmacien Ben Khedda. S'ensuivit un déchirement entre « messalistes » et « centralistes » à partir de fin 1953. Un groupe, le CRUA (Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action), animé surtout par des centralistes, tenta bien de réunifier le parti en s'appuyant sur les activistes-anciens de l'OS, mais il n'y parvint pas : le parti éclata à l'été 1954 où se tinrent deux congrès concurrents. L'unité du parti avait vécu. Ce furent alors des militants activistes qui, pour surmonter la rage d'autodestruction du parti et sortir du désespoir, organisèrent dans l'été un comité révolutionnaire des six (Rabah Bitat, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Mohammed Boudiaf, Mourad Didouche, Belkacem Krim) qui s'aboucha avec les membres de la délégation extérieure du parti réfugiés au Caire (Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed, Mohammed Khider) : c'est pourquoi on parle des « neuf chefs historiques » du FLN. La rupture par les armes fut décidée. Boudiaf, qui fit plusieurs fois la navette entre Le Caire et le Maroc, fut le vrai concepteur logistique du déclenchement de l'insurrection. La date de l'« allumage de la mèche » fut fixé au 1^{er} novembre 1954.

Q. Quels furent les différents courants du nationalisme algérien ?

R. Il y eut d'abord le courant issu des « évolués », alias « Jeunes Algériens » du premier tiers du siècle. Ils faisaient partie d'une génération qui crut avec foi à l'assimilation des Algériens à la Cité française dans la conservation du statut personnel musulman, voire pour certains une

assimilation pure et simple par la suppression par l'autorité française de ce statut. En 1927, ce courant modéré se fédéra dans une Fédération des Élus des musulmans. Ses deux principaux dirigeants furent, d'abord, le docteur Bendjelloul, puis Ferhat Abbas, pharmacien de profession. Les deux étaient des notables de l'Algérie orientale (département de Constantine). La Fédération des Élus milita avec passion pour le projet Blum-Viollette dont l'échec fut un coup de massue. Désespérant de pouvoir s'agglutiner à la France, ces candidats à l'assimilation se mirent à regarder ailleurs. Ce fut Ferhat Abbas qui signa en 1943 le *Manifeste du Peuple algérien*, qui plaidait, déjà, pour une république algérienne fédérée à la France. Les « Élus » formèrent le courant modéré des AML qui se fit déborder par le PPA en 1944-45. Après l'insurrection avortée de mai 1945, sous la conduite de Ferhat Abbas, ces modérés reprirent leur liberté et ils fondèrent en 1946 l'UDMA (Union Démocratique du Manifeste Algérien). Ce parti fut surtout une fédération de notables, à l'exception relative de l'Oranie où exista un vrai militantisme UDMA.

Le deuxième courant fut l'Association des '*ulamâ*', fondée en 1931 par *Chaykh* Abdelhamid Ibn Bâdis, Constantinois lui aussi. On a déjà dit l'importance que représenta ce courant pour le corpus idéologique du nationalisme algérien. Les '*ulamâ*' créèrent aussi des cercles d'éducation, des réseaux culturels, et ils fondèrent des écoles arabes, où l'enseignement était donné en arabe, mais dont la forme empruntait au modèle de l'école française. A la veille de 1954, elles accueillait plusieurs milliers d'élèves. En rivalité avec le PPA, les '*ulamâ*' influencèrent profondément le mouvement scout des SMA (Scouts Musulmans Algériens). Ce courant sacro-culturaliste dénonçait les confréries et les marabouts comme autant d'incarnations du *chirk*,⁸ et comme des potiches aux mains du pouvoir colonial. Pour autant, ses principaux *leaders* furent souvent issus des vieilles universités musulmanes de Tunis (Zaytûna) et du Caire (Al Azhar) où se faisait jour un mouvement réformateur de l'islam dont le principal courant fut la *salafiyya*.⁹ Mais cette réforme n'eut jamais rien de vraiment novateur, au fond. Elle ne fut pas comparable avec ce qu'avait signifié quatre siècles auparavant la réforme protestante dans la chrétienté européenne. Ses dirigeants étaient des notables issus de la vieille cléricature citadine, et ils furent longtemps des modérés qui approuvèrent le projet Blum-Viollette. Ils répugnèrent durablement à se commettre avec le PPA-MTLD, qui était pour eux trop politiquement radical. Cela même si l'idéologie des '*ulamâ*' fut, on l'a dit, retenue comme socle constitutif identitaire principal du nationalisme algérien.

Le Parti Communiste Français, où exista une fédération d'Algérie, fut, à partir de sa fondation au Congrès de Tours fin 1920, le premier parti à revendiquer l'indépendance de l'Algérie, cela dès avant l'ENA, fondée, elle, on l'a dit, en 1926. Mais il s'agissait de l'indépendance à la bolchévique selon les directives de l'Internationale communiste dans sa phase d'agitation révolutionnaire. On l'a vu, l'ENA formula, elle aussi, la revendication d'indépendance, mais cela en adéquation plus réelle avec les désirs de la masse ouvrière algérienne à qui elle s'adressait ; et elle s'éloigna rapidement de son mentor communiste originel. Au congrès de Villeurbanne, en 1936, la fédération algérienne du Parti Communiste devint le PCA (Parti Communiste Algérien). Même si ses dirigeants nominaux furent bien des Algériens, la majeure partie de ses membres étaient des Européens d'Algérie. Ces « socialistes coloniaux » entendaient bien faire prévaloir la lutte des classes contre la lutte nationale. Et, suivant la stratégie Front Populaire, le PCA devint rapidement un parti modéré, impulsant certes des luttes sociales, mais réservé et méfiant à l'égard des nationalistes de l'ENA, puis du PPA : le paradoxe fut donc que le parti communiste s'algérianisa au moment même où il abandonnait pratiquement le mot d'ordre de l'indépendance. En 1938, le dirigeant communiste français Thorez, au cours d'un voyage en Algérie, parla bien de « la nation algérienne qui se construit dans le mélange de vingt races », mais, ce faisant, il concevait une

nation évanescence sans se référer à ce qui était l'essentiel : la césure coloniale qui discriminait un peuple par rapport à l'autre, qui brimait une culture par rapport à une autre ...

Au premier plan de la résistance contre Vichy et le nazisme, le PCA suivit le PCF dans sa nationalisation française. En mai 1945, il traita les insurgés de « fascistes » et le journal du PCF, *L'Humanité*, cria au « complot nazi. » La pente fut dure à remonter et elle ne fut jamais à vrai dire remontée : pour les indépendantistes algériens, les communistes furent durablement des ennemis, ou tout au moins des gens douteux. L'insurrection de 1954 prit de court le PCA. Il atermoya, prêcha la modération, puis tenta, en 1955–56, de doubler le FLN en organisant les CDL (Combattants de la Libération), qui se réduisirent en fait à une esquisse de maquis communiste dans l'Ouarsenis. Des militants communistes payèrent bien de leur vie leur engagement. Mais l'aboutissement fut peu glorieux : le 1^{er} juillet 1956, le PCA accepta la dissolution des CDL et l'engagement dans le FLN des communistes, à titre individuel, et à condition qu'ils rompent avec le parti. Aux maquis, ils ne furent au demeurant qu'une poignée, et ils y furent toujours suspectés et marginalisés, quand il ne furent pas exposés à dessein dans des postes dangereux, voire liquidés. Dans la *wilâya* 3 (Kabylie), les directives du colonel Amirouche (1957–59) furent de liquider physiquement les gens qui seraient surpris à lire de la littérature communiste. D'où ce paradoxe : alors que, en armes et en aide réelle, à l'exception des pays arabes, ce furent des pays communistes qui vinrent principalement en aide au FLN – la Chine bien plus que l'URSS il est vrai – le FLN garda une tonalité anticommuniste à fleur de peau qui lui fit longtemps espérer en une aide américaine.

On a déjà suffisamment évoqué le courant indépendantiste, de l'ENA au FLN, en passant par le PPA et le MTLD, pour qu'il soit utile d'y revenir. Disons simplement deux mots du courant messaliste : en effet, en 1954, dans les mois qui suivirent l'éclatement du MTLD, lors de la création du FLN à l'automne, les messalistes refusèrent de s'y agglomérer, à la différence des centralistes qui le firent dans l'hiver 1954–55 et au printemps 1955. Fin 1954, Messali regroupa ses fidèles dans un MNA (Mouvement National Algérien) qui fut un *challenger* pour le FLN. Notamment en France, chez les ouvriers algériens, et en Algérie, dans le Sud et en Kabylie, le MNA demeura une force non négligeable. Devant l'impossibilité d'arriver à une conciliation entre FLN et MNA, ce fut le déclenchement d'une « guerre dans la guerre » (Mohammed Harbi). Même si les deux mouvements étaient mus par une même inspiration – la quête de l'indépendance – il n'y avait pas de place pour deux : Messali refusa toujours le ralliement au FLN ; le FLN n'accepta jamais un mouvement concurrent du sien. Le FLN l'emporta finalement en France de manière décisive à partir de 1957–58, mais dans une lutte sanglante qui fit quatre milliers de victimes. Et le FLN dut procéder à une reconquête militaire, notamment en Kabylie, qui culmina en 1956 et 1957. Et dans le Sud, le MNA ne disparut jamais complètement, et jusqu'au bout, des militants restèrent fidèles au personnage charismatique.

Q. Qu'est-ce que le FLN ? Comment est-il organisé politiquement ?

R. Au FLN, appartiennent en principe tous les Algériens qui s'y reconnaissent en acceptant de lui payer la cotisation patriotique (*ichtirâk*), souvent exigée d'ailleurs de manière si impérative qu'il n'était guère question de s'y dérober. Mais ceux qui rejoignirent les maquis ne furent qu'une minorité des hommes en âge de porter les armes, à peu près, en chiffres relatifs, du même ordre que les maquisards de la résistance française de 1940–45 (un ou deux pour cent au maximum : début 1958, au zénith de leur extension, les maquis comprennent environ 20000 *mujâhidûn* et environ autant de *musabbilûn*¹⁰) : outre que la quantité d'armes ne fut jamais suffisante pour armer un plus grand nombre, le fait d'être maquisard était conçu comme relevant de l'appartenance à une élite. Et de fait, si l'on en croit des échantillons partiels, le fait que, en Oranie septentrionale, plus du tiers des maquisards recensés aient su

lire et écrire l'arabe, les situe peut-être bien effet, au moins pour cette portion, dans une petite élite. Ceci dit, le FLN et l'ALN portèrent bien très majoritairement les espoirs du peuple parce qu'ils luttèrent ce pour quoi le peuple voulait lutter : sa libération, le droit à être gouverné par des compatriotes.

Le FLN, ce furent aussi des cadres. L'échantillon des neuf chefs historiques est représentatif, on l'a dit, surtout d'une élite sociale rurale. Mais il comprend aussi un *self-made man* issu du syndicalisme traminot (Khider), et deux *party-made men* (Bitat et Didouche) : déjà perçue, en-deçà ou par-delà l'élite originelle dirigeante, une bureaucratie en devenir. Tous sont issus de l'école française, deux sont allés jusqu'au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, deux seulement jusqu'au premier cycle, les cinq autres ont le certificat d'études primaires ou un niveau certificat d'études primaires (rappelons que, en Algérie, en 1954, un enfant sur neuf seulement va à l'école française). Mais, en même temps, toute question de foi mise à part, ils sont ralliés au slogan de reconnaissance islamique et ils ont un discours et une pratique populistes. En un mot, ils sont suffisamment à l'unisson des réflexes populaires pour s'identifier à la masse ; et ils en sont suffisamment distincts pour se sentir aptes à la diriger.

Le FLN, contrairement à l'assertion courante de la littérature algérienne officielle, ce ne fut jamais la *thawra* (la révolution). Il n'eut jamais, au FLN, de projet décidé du passé à faire table rase au regard de sa société. Au contraire, à plus d'un titre, il fut plutôt conservateur, que ce soit en mettant en avant les signes les plus conservateurs de la culture et de la religion, que ce soit en continuant à assigner aux femmes leur rôle de ménagères et de reproductrices, et en laissant aux hommes l'apanage du domaine public, que ce soit en matière de programme économique et social. Le terme de « socialisme » n'apparaît pratiquement jamais dans le journal du FLN, *El Moudjahid* en français ; et n'apparaît guère plus, dans *al mujâhid* en arabe, le terme équivalent d'*ichtirâkiyya*. Les fins du combat sont l'indépendance, et seulement l'indépendance ; l'indépendance étant censée seule répondre à tout. La seule occurrence que l'historien puisse à la rigueur accepter à « révolution » est « anticoloniale » : une « révolution anticoloniale », c'est à dire dirigée contre l'étranger dominant. Une telle acception altère déjà le sens fondamental de « révolution. » : il n'y eut rien, au FLN, qui signât une volonté délibérée de retour sur sa propre société, de changement fondamental de sa société qu'implique le terme (français ou anglais, ou allemand, ou italien ...) de « révolution » (*revolution, Revolution, rivoluzione, etc.*).

En revanche, le FLN fut bien un front de résistance. Il réussit, à la seule exception des messalistes, à agglomérer en lui tous les mouvements politiques antécédents : les centralistes du MTLD au premier semestre de 1955, puis, un an plus tard, l'UDMA et les '*ulamâ*' et, *in fine*, on l'a vu, peu après, le PCA. Mais ce qui fut vrai pour le PCA fut vrai pour les autres mouvements : en aucun cas le FLN ne fut une fédération de partis politiques. Il n'accepta en son sein, provenant des formations politiques antérieures, que des individus acceptant de se fondre dans son grand corps unanimiste, porteur du présent et de l'avenir. Les nouvelles recrues ne furent acceptées qu'à titre individuel, et non en tant que membres d'un parti. L'UDMA disparut ; Les '*ulamâ*' et le PCA continuèrent bien à avoir une existence théorique, mais sur la touche et en bémol. Les ralliements furent l'œuvre du véritable chef politique du FLN de 1955 à 1957, Ramdane Abbane. Il avait été condamné en 1950 à cinq ans de prison, et il fut libéré en février 1955. Abbane, cassant, autoritaire et jacobin, procéda aux ralliements d'une manière musclée, sans laisser guère le choix à ses interlocuteurs, mais en leur laissant une place dans les institutions qu'il forgeait. Celui qui fut une manière de Jean Moulin de l'Algérie en lutte avait une telle stature de dirigeant national moderniste qu'il s'attira l'animosité des chefs militaires, offusqués de sa personnalité et de ses idées.

Le grand œuvre d'Abbane fut l'historique congrès de la Soummam (août 1956). Il fut préparé, en collaboration avec Larbi Ben M'hidi, le chef de la *wilâya* 5, qui était alors le seul colonel de l'ALN à avoir une tête politique. Et il s'entoura d'une équipe de politiques pour

mener le congrès à bien. La ligne du congrès peut se résumer par ses deux formules choc : la « prééminence du politique sur le militaire » et « la prééminence de l'intérieur sur l'extérieur ». En effet, le principal adversaire d'Abbane, pour des raisons de concurrence au sommet du pouvoir du FLN, était Ben Bella, le plus populaire des chefs de la délégation extérieure sise au Caire, dont Abbane parvint par la force à supplanter l'autorité en Tunisie. Et l'habileté suprême d'Abbane fut d'arriver à faire entériner sa ligne, qui pourtant subordonnait les militaires, par les chefs militaires des maquis eux-mêmes : il sut jouer de leurs ressentiments contre la délégation extérieure qu'ils accusaient de ne pas être capable de ravitailler les maquis en armes et en matériel. Le congrès accoucha aussi d'institutions. Il dessina un exécutif, dénommé d'abord CCE (Comité de Coordination et d'Exécution), puis à partir de septembre 1958, GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne), et un parlement de la résistance, le CNRA (Conseil National de la Révolution Algérienne), dont les membres furent désignés au Congrès.

Le premier CCE (août 1956–août 1957), basé sur Alger, fut un gouvernement clandestin dirigé par Abbane, dominé par les politiques, dont deux ex-centralistes (Ben Khedda et Dahlab) et Ben M'hidi, grand admirateur d'Abbane. Le seul élément maquisard/militaire était Belkacem Krim, ancien colonel de la *wilâya* 3 (Kabylie), qui rongea son frein pendant un an. Le CCE dut s'enfuir d'Alger au moment de la grande répression (dite « bataille d'Alger »), où Ben M'hidi fut assassiné par les parachutistes français. Le CCE retrouva à Tunis nombre de chefs militaires qui avaient rejoint l'extérieur, c'est-à-dire les lieux de la décision et du pouvoir. Émergea surtout le trio qui allait tenir sous sa coupe l'exécutif algérien jusqu'à la fin du GPRA, les « 3 B », c'est-à-dire les colonels Belkacem Krim (ancien chef de la *wilâya* 3, Kabylie), Ben Tobbal Lakhdar (ancien chef de la *wilâya* 2, Constantinois) et Boussouf Abdelhafid (ancien chef de la *wilâya* 5, Oranie, toujours commandée depuis le Maroc). Au CNRA de 1957, la ligne politique d'Abbane fut mise en minorité. Sous l'égide des trois colonels, les chefs militaires étaient parvenu, en neutralisant Abbane, à trafiquer, dans un sens qui leur fût favorable, la composition du CNRA originel de 1956 où ils étaient minoritaires. Les principes de la Soummam furent abrogés et, en fait, renversés. Le FLN devint dès lors gouverné, au fond, par les clans de l'appareil militaire en constitution. Abbane fut d'abord marginalisé, puis attiré dans un guet-apens au Maroc, et étranglé, le 27 décembre 1957 par des hommes de main de Boussouf. Dès lors, le FLN fut dirigé de fait pas des militaires en lieu et place du CCE civil, et aussi de la délégation extérieure qui avait été éliminée par l'arraisonnement de l'avion de ses chefs (Aït Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Khider) le 22 octobre 1956.

Le FLN, ce fut aussi une idéologie. Certes, il y eut plusieurs FLN, à composantes diverses. Mais la ligne qui l'emporta fut celle qui manipulait les valeurs communautaires traditionnelles : au FLN, il y eut d'un côté les « traîtres », qui avaient refusé de se fondre dans le grand corps unanimiste FLN, et qui étaient à éliminer sans pitié ; et, d'un autre côté, il y eut tous les autres, qui adhéraient à la mainmise qu'il avait réalisée sur le combat indépendantiste algérien. L'idéologie dominante du FLN, ce fut aussi la virilité (*al rujula*), qui éliminait les femmes du débat public et faisait des hommes les seuls acteurs publics de la libération. En cela, il n'y eut pas, au FLN, d'embarde par rapport au normes dominantes de la société algérienne, société méditerranéenne congruente selon les schémas analysés par Germaine Tillion dans *Le Harem et les cousins*. Au vrai, tant les acteurs, au FLN, furent divers, il n'y eut pas d'idéologie passe-partout, mais un *patchwork* où les différents acteurs historiques apportèrent chacun leur obole. Idéologiquement, la tonalité, au FLN, fut plutôt conservatrice, nonobstant la grande diversité de ses acteurs. Cette idéologie dominante laissa, en 1956–57, lieu à la bureaucratie policière/militaire où, en 1956–57, le colonel Boussouf fut, comme *Chorleiter*,¹¹ au Maroc, le chantre et le demiurge. L'historien algérien Mohammed Harbi a même pu parler de « système Boussouf ».

Ceci dit, dans la révérence générale exprimée, au FLN, à « nos valeurs arabo-islamiques », il n'y eut pas de vraie foi dans un entendement religieux : il y eut, au sein du combat politique indépendantiste, manipulation de la religion à finalités politiques. En cela, le FLN ne fut pas religieux dans un sens traditionnel. Car manipuler la religion, c'est, déjà, avoir un rapport moderne à la religion. Sur le terrain, le FLN misa sur l'idéologie spontanée du peuple pour se faire reconnaître, et, peu après, pour faire introniser par une idéologie populaire le groupe militaire dominant, dirigé par Boumediene, en investissant démagogiquement dans les valeurs du peuple supposées, de toute éternité, immuables. Mais, structurellement, dans le discours de Boussouf, ces valeurs étaient confondues avec l'avancée bureaucratique dont le même Boussouf, dans sa prose proliférante de la *wilâya* 5, plaçait l'exorde sous le signe de ses mentors : Napoléon, Staline, Franco : vaste programme ...

Cela ne signifie pas que le FLN fut « totalitaire » comme l'entendirent, par exemple, Hannah Arendt ou Raymond Aron quand ils analysèrent le « totalitarisme », notamment dans son acception nazie. Il le fut plutôt dans le sens qu'entendaient les théoriciens italiens de l'époque fasciste, Alfredo Rocco et Giovanni Gentile : une allégeance absolue au pouvoir d'État incarnant la nation. Dans cette obédience, était central le poids de l'idéologie communautaire censée représenter la nation. Dans ce cadre, dominait une idéologie d'essence proclamée islamo-arabe, qui exprimait les tendances de fond d'une société pour laquelle le religieux relevait d'une surveillance mutuelle tenant lieu de valeurs constitutives : qui buvait ? Qui ne buvait pas ? Qui respectait le tabou de la (non) consommation de viande de porc ? Qui exposait sa femme aux risques de l'exposition et du débat publics ? Qui transgressait « nos » valeurs (*qiyamunâ*) ?

Ces injonctions normatives/régressives furent placées dans un contexte où des avancées donnèrent, aussi, sa physionomie au FLN : le FLN fut, d'une part, la régression, et il fut, aussi, et fût-ce à son corps défendant, la transgression et l'avancée. Le FLN fut, en même temps, et réactionnaire, et progressiste. En histoire, rien ne peut être analysé en dehors d'une analyse dialectique. De ce point de vue, le FLN fut deux (ou plusieurs) choses à la fois : le sacré et le profane, le religieux et le laïque, le réactionnaire et le progressiste, le pire et le meilleur ...

Q. Peut-on dire que le FLN incarna la nation algérienne ?

R. Si tant est que le FLN fut un, il incarna, certes, la nation dans le sens où la nation peut être confondue avec la patrie (en arabe *al waṭan*). Dans la suite du discours des '*ulamâ*', il signifia la nation dans son sens sacro-culturaliste arabo-musulman. La nation resta confondue avec la communauté traditionnelle, laquelle se reconnaissait dans l'identité musulmane ; et au niveau large, pour l'essentiel, elle resta assimilée à la communauté universelle musulmane (*al umma l muḥammadiyah*). Sur le plan du pouvoir, elle se confondit avec la bureaucratie militarisée qui prit barre, dès août 1957, sur le FLN. Dès avant cette époque, le FLN, ce fut l'ALN (l'armée de libération nationale), de laquelle émergea, dès 1957, une bureaucratie de pouvoir. S'y confondirent les frères de ce que Freud dénomma une *Brüderhorde* (communauté des frères). Y fut prégnante, idéologiquement, une ligne haïssant les politiques. De ce rejet principal du politique, surgit la devise non dite de l'Algérie aujourd'hui indépendante : « Pas de pouvoir civil sans contrôle militaire. » Dès l'été 1957, les politiques avaient été durablement marginalisés. Au sommet du gouvernement provisoire algérien (GPRA), il put bien avoir des civils, comme le Président Ferhat Abbas, de septembre 1958 à août 1961. Mais ils furent toujours des potiches terrorisables à merci par l'appareil militaire, et soumis à la loi d'airain de l'instance militaire.

Le résultat, ce furent, à l'aurore de l'indépendance, des aboutissements politiques tangibles (l'indépendance), mais où les résultats furent plus politiques, au sens ordinaire du

terme, que civiques : le FLN accoucha, en lieu et place d'une citoyenneté algérienne, d'une simple indépendance, placée sous contrôle de dirigeants que la lutte avait intronisés comme légitimes. N'y avait pas été notamment résolue la question de la dévalorisation de la vie humaine : en 1958–59, sous la conduite du paranoïaque colonel Amirouche (*wilâya* 3), les services spéciaux français avaient manœuvré pour faire tomber Amirouche dans un piège : en manipulant, pour les faire passer pour « traîtres », jusqu'à ses meilleurs adjoints, ils avaient réussi à faire tomber nombre de chefs de l'ALN dans le piège de la « bleuite ». ¹² Lors de la réunion inter-*wilâya*(s) de décembre 1958, Amirouche réussit à faire partager à ses collègues (*wilâya*[s] 1, 4, 6) ¹³ ses fantasmes de psychotique. Le résultat des purges (*taçfiyyât*) fut : plusieurs milliers de morts, généralement innocents, mais qui furent liquidés par leurs propres frères, à la grande satisfaction du commandement colonialiste. Existait une violence intrinsèque de la société algérienne, à laquelle la violence coloniale avait donné arguments et aliments ; ne serait-ce parce que, en confisquant le monopole de la violence légale, les Français avaient laissé libre cours, dans la société algérienne, à la réactivation de la violence contre soi-même. Pourtant, le FLN comprit nombre de cadres civils de valeur, qui auraient pu valablement être des dirigeants de l'après l'indépendance. Dès avant 1962, puis par la suite, ils furent marginalisés, emprisonnés, et, parfois même, liquidés physiquement sous l'égide de l'appareil militaire régnant.

Au FLN, le contraste fut vif entre la valeur de bien des individus et le niveau des réalisations collectives. Comme par exemple dans un parti communiste stalinien, les individus de valeur furent marginalisés, et le niveau moyen tiré vers le bas. Comme on l'a pu dire sur le plan monétaire à propos de règne de Philippe le Bel, en France, au début du XIV^{ème} siècle, au FLN, la mauvaise monnaie chassa la bonne. Les dirigeants qui y triomphèrent ne furent pas forcément les meilleurs, loin de là : le FLN, ce fut, dans un cheminement dialectique, à la fois l'expression de la modernité au sens où l'Histoire veut que les humains soient libérés de dominations étrangères ; et dans le même temps une image de la régression, en ce sens où il arrima les humains d'Algérie à telles propensions réactionnaires de leur société ; propensions que la domination coloniale avait contradictoirement cristallisées et réactivées. De ce point de vue, le FLN fut partie prenante d'une structure mentale collective schizophrène, née certes dans le sillage de l'ambivalence coloniale, mais portée aussi sur les fonts baptismaux par nombre de tendances réactionnaires de la société algérienne.

Q. Comment le FLN fut-il organisé militairement ?

R. Le congrès de la Soummam établit, dans un sens national/jacobin, les circonscriptions de l'Algérie combattante : il définit les circonscriptions de l'armée des maquis : au sommet les six *wilâya*(s) ¹⁴ et, en-dessous, toute une hiérarchie de subdivisions territoriales. Outre cet organigramme territorial, il édicta un *Règlement de l'ALN*, il fit prêter un « serment du *mujâhid* », il réglementa les décorations, ainsi que la hiérarchie des grades de l'armée algérienne, copiée sur ceux de l'armée française. Ces grades avaient déjà été portés, dans la *wilâya* 3 (Kabylie), avec une insistance particulière à l'époque d'Amirouche (1957–59). Même s'ils ne furent acceptés qu'avec une certaine réticence par une *wilâya* 4 davantage libertaire, ils furent néanmoins généralisés. Dès lors, être « colonel » ou « commandant » allait signifier un ordre de prérogative essentiel dans l'Algérie indépendante militarisée, laquelle créa, *in fine*, le grade de « général ». Ce grade suprême est de nos jours, en Algérie, l'alpha et l'oméga de la machinerie régnante du pouvoir. De cet ensemble, naquit la sphère des décisions et du pouvoir.

En effet, en dehors de l'armée des maquis (l'ALN) fut constituée, à partir de 1956–57, une « armée des frontières », sise, à l'ouest au Maroc, et à l'est en Tunisie. Son homme fort fut le colonel Boumediene, dont le passé maquisard avait été, au mieux, fugace et

évanescent.¹⁵ Bien distincte de l'armée des maquis, l'armée des frontières fut édiflée, à partir de 1957–58, et Tunisie et au Maroc à partir de l'organigramme de commandement de la *wilâya* 5 (Oranie), dirigée depuis Oujda, au Maroc, par Boussouf puis Boumediene. Boumediene, client originel de Boussouf, devint, de 1960 à 1962, patron à la place du patron. Il réussit à constituer une armée conçue, non pour l'emporter sur l'armée française, mais pour prendre le pouvoir : c'est ce que, dans la Rome antique, on appelait une « armée prétorienne ». Cette armée fut appuyée par les DAF (« Déserteurs de l'Armée française »), ces jeunes officiers algériens de l'armée française que le FLN, à partir de 1958, sut habilement circonvenir en leur laissant entrevoir des destins malheureux s'ils renâclaient, et en leur promettant de belles carrières dans l'Algérie indépendante s'ils acceptaient. Cette armée des frontières fut démagogiquement galvanisée par un discours révolutionnariste populiste – Ibn Khaldoun aurait dit une « *di'âyya* » destiné à promouvoir auprès des masses algériennes son groupe de pouvoir. Les arguments se réclamaient d'un discours emprunté au théoricien tiers-mondiste Frantz Fanon, et à Fidel Castro. D'ailleurs, dans ce groupe de pouvoir, il fut pendant quelques années de bon ton de fumer des cigares de La Havane. C'est ce groupe qui allait l'emporter à l'été 1962, puis, après l'élimination de Ben Bella, définitivement, par le coup d'État du 19 juin 1965.

L'appareil militaire s'était déjà emparé du pouvoir au CNRA du Caire d'août 1957. Les trois hommes forts, alors, étaient les « 3 B ». Ils furent remplacés, à partir de 1960, par le groupe de pouvoir de l'EMG dirigé par Boumediene. Les deux premiers GPRA¹⁶ avaient été surplombés par les « 3 B ». Le troisième (août 1961–août 1962) eut l'apparence d'une direction civile et politique, sous la direction de l'ancien « centraliste », le Président Benyousséf Ben Khedda. En fait, dans le sillage des « 3 B », mais dans la rivalité avec eux, l'EMG et Boumediene eurent décisivement le vent en poupe. Boumediene laissa les politiques du GPRA négocier la paix avec les Français : c'était ce à quoi il fallait évidemment, un jour ou l'autre, conclure. D'ailleurs, en privé, Boumediene reconnaissait qu'il fallait en arriver à cette issue, tout en dénonçant *coram publico* les politiques du FLN, qui menaient les négociations, de se perdre dans la félonie conciliatrice. Le groupe de l'EMG mené par Boumediene avait su rallier à lui le groupe des DAF et, lors d'une entrevue fin 1961, menée par le capitaine Abdelkader (Abdelaziz Bouteflik), l'historique populiste prisonnier des Français depuis octobre 1956, Ahmed Ben Bella. Il rallia un conglomérat d'autres hommes, tout peu ou prou attirés par les scintillements du pouvoir qui se profilait. Parmi eux, il y eut même un politique comme Ferhat Abbas, lequel se vengea ainsi d'avoir été délogé, au CNRA d'août 1961, de son poste de président du GPRA au profit de Ben Khedda.

En mai–juin 1962, lors du dernier CNRA de Tripoli, le président du GPRA, Ben Khedda, fut maltraité et humilié par Ben Bella. Dès l'indépendance acquise, le 3 juillet 1962, le groupe Ben Bella–Boumediene réussit à diviser la *wilâya* 2 (Constantinois) ; à neutraliser la *wilâya* 3 (Kabylie) et à mettre de son côté les *wilâya(s)* 1 (Aurès–Nememcha) et 5 (Oranie). Il ne resta guère que les forces de la *wilâya* 4 (Algérois) pour s'opposer à sa marche triomphante vers le pouvoir. La marche sur Alger des troupes de Boumediene se déroula fin août 1962. En épilogue de la sanglante guerre de libération, et au prix d'un millier de morts supplémentaires, elle se termina par la victoire de la coalition Boumediene–Ben Bella. Mais, aux yeux des observateurs les plus avertis, Boumediene soutenait Ben Bella comme la corde soutient le pendu. L'armée des frontières l'emporta. Ne furent laissés aux chefs de *wilâya(s)* que des strapontins et des sinécures. Désormais, à Alger, avait pris barre sur l'Algérie une bureaucratie de professionnels de l'armée bien décidés à ne pas lâcher un pouvoir, pourtant jusqu'alors si facilement acquis.

Q. Pourquoi le FLN est-il devenu la force dominante du nationalisme algérien ?

R. Il l'est devenu, d'abord, parce qu'il a surfé sur l'héritage des insurrections défaites du XIX^{ème} siècle et de 1916–17. Il a fait advenir la revanche sur une frustration plus que séculaire. Son discours populiste y répondait. Par rapport à ses rivaux nationalistes, le FLN est devenu pour les Français, et pour l'opinion internationale, l'unique interlocuteur parce qu'il a vaincu par la force ses adversaires concurrents – en l'occurrence le MNA messaliste, cela dès 1957–58. Il a acquis sa position hégémonique, cela dès le printemps 1956, grâce à la résolution d'un Abbane, bien décidé à surplomber tous les mouvements politiques antécédents. On a vu que le FLN était devenu ce front de résistance contre le colonialisme français que l'Algérie se cherchait depuis plusieurs décennies.

Cela n'enlève rien au fait que, en réalité, il y eut plusieurs FLN : il y eut le FLN maquisard de l'ALN, il y eut le FLN politique du congrès de la Soummam, il y eut le FLN policé du colonel Lotfi (*wilâya* 5, 1958–60), contrastant avec le FLN stalinien, autoritaire et brutal, des colonels Boussouf et Boumediene, (*wilâya* 5 également, 1956–58) ; il y eut le FLN politique des bureaux ministériels et des ambassades, il y eut le FLN islamo-arabe de la base maquisarde et le FLN en habits présentables pour les instances internationales et l'ONU ... L'idéologie du FLN, multiforme, releva de l'auberge espagnole : sacro-unitariste et messianiste pour le peuple, anti-impérialiste et tiers-mondiste pour la gauche européenne ... Mais, à l'indépendance, épuisé qu'il était par la lutte des factions pour le pouvoir, le FLN devint une coquille vide : une addition de bureaux, un cadre bureaucratique, un tremplin pour l'accession au pouvoir. Il ne fut en aucun cas un parti de type communiste/stalinien, réceptacle et générateur de l'idéologie ; il fut, dans la société, une pure instance de couverture de la bureaucratie militaire de pouvoir. A vrai dire, pour l'essentiel, il se mua en un paravent de la police politique – la Sécurité militaire – qui, elle, eut vraiment barre sur la société.

Q. Quelles furent les étapes majeures de la guerre d'Algérie ?

R. Lors de son déclenchement le 1^{er} novembre 1954, l'insurrection ne connaît qu'un développement limité. Le 1^{er} novembre vit bien, en quelques points du territoire, quelques attentats et sabotages, mais les dégâts furent peu importants. Il n'y avait quelques groupes armés qu'en Aurès-Nememcha, surtout, et en Kabylie. L'année 1955 vit l'apport de quelques armes et une extension dans le Constantinois et dans l'Algérois, dans les montagnes situées au sud de Blida. Mais les choses ne bougeaient pas vraiment, les actions d'éclat étaient peu nombreuses : le peuple n'avait pas décidément basculé dans la guerre. Non qu'il n'était pas favorable aux objectifs du FLN, mais il n'était pas persuadé que l'aventure lancée allait être autre chose qu'une aventure. Tout changea avec le 20 août 1955 : le chef de la zone¹⁷ 2 (Constantinois), Youssef Zighout, organisa d'immenses manifestations où des paysans, sommairement armés de couteaux, de faucilles, de serpettes de démasclage du liège, partirent à l'assaut dans l'exaltation, encadrés par quelques maquisards, d'objectifs stratégiques (gendarmeries, villages de colonisation ...). Ce jour, le FLN vit vraiment la symbiose de l'ALN et du peuple. On peut dire que le 20 août 1955 a « mouillé » le peuple et qu'en est sorti une véritable guerre populaire. C'est ce caractère de guerre populaire qui a pu laisser croire qu'il s'agissait d'une révolution. La commotion est contagieuse. Les *mujâhidûn* se dressent dans presque toutes les zones de relief. A l'automne 1955, même l'Oranie des montagnes commence à bouger.

De début 1956 à début 1958, c'est l'apogée pour l'ALN sur le terrain : un nombre croissant d'armes et de munitions afflue de l'étranger, les *wilâya*(s) et leurs subdivisions sont mises en place selon le plan édicté à la Soummam. C'est l'époque où le FLN connaît de véritables succès militaires sur son terrain de prédilection : l'Algérie rurale. En revanche, à Alger où il avait tenté d'installer l'ALN en essayant de déstabiliser la capitale, il perdit la « bataille d'Alger », laquelle se ramena à une répression sauvage où la torture fut

systématiquement utilisée. Les parachutistes français finirent par quadriller et contrôler toute la population civile algérienne. L'exécutif algérien clandestin, le CCE, installé à Alger, dut quitter le territoire national en février 1956. Chassé d'Alger, le FLN/ALN se replia sur ses terroirs de l'Algérie profonde. L'armée de libération algérienne eut l'initiative sur le terrain jusqu'à l'été 1957.

Les choses commencèrent à se gâter fin 1957 : à cette date, deux barrages électrifiés frontaliers coupèrent les maquis de leurs sources d'approvisionnements. Même si les barrages ne furent jamais étanches à 100%, ils ne laissèrent passer pratiquement personne, en tout cas pas des unités chargées d'acheminer du matériel pesant sur le territoire national. Le contournement des barrages par le sud, par le Sahara, était théoriquement possible. En fait, tout un système de surveillance fut installé, facilité par la platitude des grandes étendues sahariennes où le moindre déplacement se voyait de loin. Le FLN/ALN se replia dans une vie de vase clos. Désormais, les seules munitions disponibles furent celles que les maquisards pouvaient récupérer lors des embuscades ; et ces embuscades se raréfiaient du fait du manque de moyens.

Puis, en 1959–60, les grandes offensives lancées par le commandant en chef français, le général Maurice Challe, balayèrent toute l'Algérie d'ouest en est. Elles furent terriblement meurtrières et efficaces. A l'été 1960, l'ALN n'était plus qu'une troupe squelettique et désarmée, souvent affamée, contrainte de vivre dissimulée dans des caches le jour et ne pouvant se déplacer qu'avec la plus grande difficulté la nuit. Ces havres d'accueil qu'avaient toujours, pour les maquisards, été les villages, leur furent désormais interdits : plus de deux millions de personnes avaient été chassés de leurs villages et installés dans des « camps de regroupement. » Alors que, lors de sa plus grande extension, fin 1957, on peut raisonnablement estimer à 40000 hommes (dont moitié de *mujâhidûn* et moitié de *mussabilûn*) l'effectif de l'ALN, au moment des négociations d'Évian, on a évalué les forces des maquis à un maximum de 7000 hommes. Et encore tous n'étaient-ils sûrement pas pourvus d'une arme en état de fonctionner ou de munitions pour les alimenter.

Mais pendant ce temps, sur la scène internationale, le GPRA travailla à faire du FLN une force politique reconnue. Il ouvrit des bureaux et des ambassades dans toutes les parties du monde, jusque dans l'Amérique latine, et même, un temps jusqu'au Japon. Il s'efforça d'attirer en faveur de l'Algérie les votes de l'ONU, et il y parvint en décembre 1960 : l'Assemblée générale vota une motion recommandant l'indépendance de l'Algérie. Cette reconnaissance du FLN comme un État internationalement reconnu signifia bien que, si l'ALN ne remporta jamais de victoire sur le terrain des armes, la victoire du FLN fut bel et bien une victoire politique. La victoire à l'ONU fut concomitante des grandes manifestations spontanées de jeunes, organisées à l'occasion d'une visite de De Gaulle, à Alger, cette ville qu'on avait crue mâtée près de quatre ans auparavant. Et il y eut aussi des manifestations importantes dans les autres villes. En foules immenses, bravant la répression, qui fut à nouveau meurtrière, ces jeunes acclamaient l'indépendance de l'Algérie alors même qu'il soutenaient le processus négocié auquel De Gaulle s'était finalement résolu..

De fait, De Gaulle inclinait au compromis : il avait proposé, par son discours du 16 septembre 1959, une politique d'« autodétermination ». L'essentiel, pour De Gaulle, était désormais le pétrole du Sahara. Or, après avoir tenté pendant plus d'un an une stratégie « national-pétroliste », finit par prévaloir chez le président français une volonté de ne pas se couper du cartel du brut, des Américains, de l'OTAN et de l'Europe, qui critiquaient la poursuite de la guerre et l'invitaient au compromis. Dans les discours de De Gaulle, l'Algérie devint un « boulet », il assura que « l'Algérie de papa [était] morte » et il moqua métaphoriquement la nostalgie pour la « marine à voiles ». En clair, le colonialisme avait vécu ; tout engageait le pouvoir français au néocolonialisme, à une entente à l'amiable avec le FLN. Même si, en même temps, en juin 1960, le pouvoir français tenta bien encore de jouer la

division en arrangeant avec le chef de la *wilâya* 4, Si Salah, un cessez-le-feu partiel de sa *wilâya*, il n'y fut pas donné suite, et l'événement décisif fut bien la rencontre de Melun où, pour la première fois depuis les tentatives avortées de 1956, des émissaires algériens nommés par le GPRA et des émissaires français officiels se rencontrèrent.

Après de longues tractations, s'ouvrit, au printemps 1961, la conférence d'Évian 1. Reprise à Lugrin au début de l'été, les contacts furent interrompus à cause d'un désaccord sur le Sahara : les Français contestaient son appartenance algérienne que les Algériens revendiquaient. Les pourparlers reprurent à l'automne 1961 après que De Gaulle, dans une conférence de presse, eut clairement annoncé qu'il devenait désormais conciliant sur le Sahara. Les négociations se déroulèrent aux Rousses, dans un chalet du Jura enneigé, puis, finalement, ce furent les négociations d'Évian 2 qui aboutirent à l'accord du 18 mars 1962 et au cessez-le-feu du 19. S'ouvrit alors une phase intérimaire, avec un exécutif provisoire franco-algérien, marquée surtout par les déchirements, entre attentats aveugles de l'OAS (Organisation Armée Secrète), le dernier carré des colonialistes irréductibles, et ripostes de l'ALN. Ce fut dans un contexte de chaos que les Européens d'Algérie fuirent dans la panique ce qui était leur patrie mais qui n'avait pu devenir leur nation.

Du côté algérien, l'évolution se fit sur fond du *clash* entre le GPRA et l'EMG. Pendant que les plénipotentiaires algériens négociaient, l'EMG ne cessa de leur tirer dans le dos en les dénôçant comme des bradeurs et des traîtres à la nation. Le dernier CNRA, dont la session se tint à Tripoli en mai-juin 1962, entérina l'éclatement du FLN. Le GPRA fut remplacé par un « Bureau politique » où ne siégèrent que des créatures de Ben Bella et de l'EMG, même si le GPRA prétendit un temps se maintenir contre le BP. Ce fut le déchirement entre un « groupe de Tizi-Ouzou » et un « groupe de Tlemcen », chapeauté par Ben Bella et traçant les sillons de la victoire pour les troupes de Boumediene dans leur marche sur Alger. Une assemblée constituante fut élue à listes uniques, et où tous les opposants à Ben Bella et Boumediene furent écartés. Ben Bella devint le premier président de la République Algérienne Démocratique et Populaire. Il le resta jusqu'au coup d'État du 19 juin 1965 (dénommé dans les manuels d'histoire algériens « le redressement révolutionnaire du 19 juin 1965 ») où le colonel Boumediene, appuyé sur l'appareil militaire qu'il avait forgé, s'empara du pouvoir.

Q. Pourquoi le FLN a-t-il gagné en 1962 ? Fut-ce une victoire politique ou militaire ?

R. A mon avis, le FLN a gagné bien avant 1962 : d'abord en éliminant par la force son concurrent nationaliste, le MNA, quatre ou cinq ans auparavant. Il a gagné dès lors qu'il a réussi à s'imposer sur la scène internationale et à l'emporter à l'ONU. Je crois avoir montré qu'il y eut défaite militaire : même si l'ALN ne disparut pas complètement, elle était, à la fin de la guerre, très mal « en point ». Ceci dit, elle continuait à immobiliser en Algérie une armée française de 400 000 hommes. Mais il y eut bien victoire politique du FLN. Cette victoire fut politique, elle fut conduite par des politiques, même s'il est vrai que les aboutissements politiques ne seraient pas advenus s'il n'y avait pas eu la commotion initiale des armes ; ces politiques qui allaient être éliminés dans la charrette qui allait emporter le GPRA. A ces civils, l'appareil militaire dominant avait concédé le soin de s'occuper d'un dossier technique – les négociations – mais de rien d'autre. Et une fois le travail effectué, une fois la paix signée, ces politiques furent priés de se faire oublier.

D'où le paradoxe de l'épilogue : c'est sur fond de défaite militaire et de victoire politique que l'appareil militaire dominant l'emporte, grâce à ses armes, et grâce à son verbiage révolutionnariste démagogique. De ce point de vue, on peut dire que toute l'histoire de l'Algérie depuis 1962 est déjà en partie écrite dès le début. Aujourd'hui encore, malgré les tentatives du président Bouteflika de « civiliser » l'Algérie, ce pays reste encore bien contrôlé par les hauts clans qui se partagent l'appareil bureaucratique militaire.

Notes

- 1 Il est vrai que, dans ce cas, l'image était peut-être plutôt inter-confessionnelle que proprement séculière.
- 2 Conseil National de la Révolution Algérienne.
- 3 En arabe régulier, *waqf*.
- 4 Le « soufisme », ou l'islam des confréries mystiques.
- 5 Littéralement les savants qui connaissent le '*ilm* (la science religieuse).
- 6 *Wilâya* : circonscription de commandement de l'Armée de Libération Nationale algérienne. Il y eut en Algérie six *wilâya*(s).
- 7 Furent dénommés avec mépris « berbéristes » des militants qui entendaient poser la question de l'identité nationale de l'Algérie en y incluant ses racines berbères, et non, comme le voulait Messali, et comme le voudra ultérieurement l'idéologie officielle du FLN, en définissant l'Algérie comme exclusivement arabo-islamique.
- 8 Littéralement associationnisme, c'est-à-dire le fait de donner à Dieu unique des associés (les saints ou marabouts), péché majeur contrevenant au dogme unique de l'islam officiel. En fait, les cultes populaires, dont beaucoup remontaient à la protohistoire, voire à la préhistoire, n'avaient jamais été complètement recouverts, ni par la panthéon gréco-romain dans l'Antiquité, puis par le christianisme, enfin par l'islam.
- 9 De *aslâf ul çullâh* : les dignes ancêtres (de l'islam).
- 10 *Mujâhid* (plur. -*ûn*): le combattant en armes (littéralement le combattant du combat sacré). *Musabbil* (plur. -*ûn*) : l'auxiliaire chargé de tâches de ravitaillement, d'intendance, de surveillance (littéralement celui qui suit la voie (*sabil*) de la Patrie/de Dieu).
- 11 (Allemand) : chef de cœur, dirigeant.
- 12 De « bleus » : au lendemain de la « bataille d'Alger », notamment sous la direction du colonel Godard et du capitaine Léger, les forces françaises avaient revêtu des Algériens ralliés de vêtements de travail, des « bleus de chauffe ».
- 13 Respectivement Aurès-Nememcha, Algérois et Sud.
- 14 *Wilâya* 1 : Aurès-Nememcha (Sud Constantinois) ; *wilâya* 2 : Constantinois ; *wilâya* 3 : Kabylile ; *wilâya* 4 : Algérois ; *wilâya* 5 : Oranie ; *wilâya* 6 : Sud.
- 15 Boumediene fut, en 1956, le successeur de Boussouf à la tête de la *wilâya* 5. Il fut, en 1958, le chef du COM-Ouest (Comité Opérationnel Militaire Ouest), avant de devenir le chef de l'EMG (État-Major Général), institué par le CNRA de Tripoli, début 1960. Ce fut dans le cadre de cette instance (EMG) que Boumediene, chef de l'Armée des frontières, gravit les échelons de la marche au pouvoir qui l'amènèrent, dans l'été 1962, sous le parapluie civil du dirigeant historique du FLN Ahmed Ben Bella, au sommet du pouvoir. Antérieurement, Boumediene était peut-être resté quelques mois au maquis. Il s'était surtout signalé, en 1956, pour avoir convoyé la cargaison d'armes du navire Athos, d'Égypte en Algérie.
- 16 Le premier : septembre 1958-janvier 1960 ; le deuxième : janvier 1960-août 1961).
- 17 Avant le congrès de la Soummam, les *wilâya*(s) étaient dénommées zones.